

## Recherches sociographiques



# Conscience ethnique et conscience de la classe au Québec

Marcel Rioux

Volume 6, numéro 1, 1965

Les classes sociales au Canada français

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055247ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055247ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Résumé de l'article

Conscience ethnique et conscience de classe au Québec

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Rioux, M. (1965). Conscience ethnique et conscience de la classe au Québec. *Recherches sociographiques*, 6(1), 23–32. <https://doi.org/10.7202/055247ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1965

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

## CONSCIENCE ETHNIQUE ET CONSCIENCE DE CLASSE AU QUÉBEC

Il y a quelque temps mon collègue Jacques Dofny et moi écrivions un article que nous avons publié dans la *Revue française de sociologie*<sup>1</sup> et que nous avons intitulé : « Les classes sociales au Canada français ». Ce travail ayant d'abord été préparé pour un colloque qui se déroulait dans une université anglaise, ce titre de « classes sociales au Canada français » nous avait été suggéré par un sociologue de cette université. Or, aujourd'hui, si, traitant à peu près du même sujet, j'intitule spontanément mes remarques « Conscience ethnique et conscience de classe au Québec » et non au Canada français, c'est que je reflète dans ce titre un élément qui me semble très important dans l'évolution de la conscience collective au Québec au cours de ces dernières années. Il est intervenu un changement d'envergure dans la définition que les Québécois se donnent d'eux-mêmes : ils ont cessé de se considérer d'abord comme une culture, c'est-à-dire comme les porteurs d'une tradition — et dans ce cas non seulement les Québécois sont impliqués mais les minorités françaises des provinces du Canada — pour se définir de plus en plus comme une société industrielle et pour envisager le gouvernement du Québec comme celui de leur État national. Ce passage de la culture à l'État marque une évolution dans la conscience du groupe ethnique et n'est pas sans avoir d'étroits rapports avec le thème de ce congrès : les classes sociales. Ce sont donc les deux phénomènes — groupe ethnique et classe sociale — que je veux examiner sous leur éclairage le plus global : celui de leur réalité collective et des interrelations entre les prises de conscience que ces appartenances font naître.

Dans l'article que j'ai mentionné, Dofny et moi soutenions que ce qui constitue la spécificité du problème des classes sociales au Québec, quand on les envisage sous l'angle de la conscience que ces groupes prennent d'eux-mêmes et de la lutte possible entre ces groupements, c'est, d'une part, l'emboîtement du Québec dans deux ensembles plus grands, le Canada et

---

<sup>1</sup> *III*, 3, juillet-septembre 1962.

les États-Unis, et, d'autre part, le fait que le Québec peut, à l'intérieur du Canada, être lui-même considéré comme une « classe » ethnique. Si nous considérons donc les classes sociales dans le Québec, le problème se complique du fait de l'imbrication de la société québécoise dans la société canadienne et de l'influence nord-américaine sur son système de valeurs. Rocher écrit à ce sujet : « Nous formulons . . . l'hypothèse que le Canada français du XIX<sup>e</sup> siècle a vécu, en matière de classe sociale, dans une mentalité de type féodal, c'est-à-dire que l'on reconnaissait et acceptait une hiérarchie établie, relativement stable et définitive. C'est cette mentalité qu'est venue bouleverser l'industrialisation en modifiant à la fois l'état de fait et l'état des esprits. »<sup>1</sup> Pour la période plus contemporaine, Rocher accepte l'hypothèse de Falardeau qui proposait qu'au Québec existe une double échelle d'évaluation sociale : la première, autochtone, qui refléterait les valeurs traditionnelles dominantes et la seconde, plutôt nord-américaine d'origine, axée sur le succès économique. Rocher traite ici du problème des classes sociales au Québec — et je ne suis pas loin de voir les choses comme il les voit — envisagées non pas d'abord comme des totalités réelles, c'est-à-dire sous l'angle de leur conscience, mais des groupements manifestant certaines valeurs et une certaine hiérarchie. Mais il me semble que si on examine ces groupements sous l'angle de la conscience qu'ils ont d'eux-mêmes on doit les mettre en relation avec une totalité réelle de plus grande envergure, celle du groupe ethnique. Il semble qu'au Québec ces deux consciences sont en concurrence l'une avec l'autre et s'inter-influencent, comme c'est justement le cas pour la nation et les classes sociales dans d'autres sociétés. Rocher n'admet pas facilement ce point de vue. Il écrit : « Comme le disait Porter, le groupe français et le groupe britannique ont sans doute chacun leur système de classes, mais ces deux groupes sont en même temps imprégnés dans un réseau de relations économiques et politiques dans lequel les Canadiens français font figure d'une classe ethnique défavorisée au même titre que les autres groupes ethniques de Néo-Canadiens, à l'exception des Juifs . . . » (j'ajoute ici que Porter prévoyait que certains groupes de Néo-Canadiens, assimilant le modèle britannique, étaient en train de dépasser les Canadiens français). Et Rocher ajoute : « Dans quelle mesure peut-on dire que l'ensemble du Canada français se pense lui-même en tant que classe ethnique, comme on peut dire des ouvriers de certains pays qu'ils se pensent en tant que classe ouvrière ? » Rocher posait cette question il y a deux ans. Il me semble que, pendant cette période, le Québec s'est de plus en plus pensé différent des autres parties du Canada. Qu'il l'ait fait en raison même de son ethnie ne me semble pas faire de doute. Le concept des deux nations a été accepté de plus en plus. Qu'il se croie défavorisé et qu'il le soit en réalité, selon les com-

<sup>1</sup> Guy ROCHER, « Les recherches sur les occupations et la stratification sociale », *Recherches sociographiques*, III, 1-2, janvier-septembre 1962, 183-184.

pilations statistiques de Porter et d'autres sociologues,<sup>1</sup> me semble être un des éléments majeurs de sa nouvelle prise de conscience. Et il me semble que c'est justement cette double optique — celle des classes sociales au Québec, comme en parlent Rocher et Falardeau, et celle du Québec comme groupe ethnique qui se considère comme une minorité ethnique défavorisée — qui éclaire le problème des classes au Québec. On peut dire que c'est l'interaction entre ces deux situations de fait et la prédominance de l'une ou l'autre conscience à un moment donné qui explique la physionomie de chaque époque, les alliances et les luttes idéologiques qui apparaissent au Québec. En somme, Dofny et moi avions tendance à dire que la conscience ethnique avait prévalu au cours de l'histoire, empêchant la conscience de classe de se former et la masquant quand elle avait tendance à apparaître.

D'un point de vue théorique, il est frappant de constater que la définition que le P<sup>r</sup> Gurvitch donne de la classe sociale s'applique davantage au type de groupe ethnique que forment les Canadiens français à l'intérieur du Canada qu'aux classes sociales elles-mêmes. « Les classes sociales, écrit-il, sont des groupements de très vaste envergure représentant des macrocosmes de groupements subalternes dont l'unité est fondée sur leur supra-fonctionnalité, leur résistance à la pénétration par la société globale, leur incompatibilité radicale entre eux, leur structuration poussée impliquant une conscience collective prédominante et des œuvres spécifiques. Ces groupements qui n'apparaissent que dans les sociétés globales industrialisées où les modèles techniques et les fonctions économiques sont particulièrement accentués ont en plus les traits suivants : groupements de fait, ouverts, à distance, permanents, restant inorganisés, ne possédant que la contrainte conditionnelle. »<sup>2</sup> Cette définition, me semble-t-il, s'applique au groupe ethnique que constitue l'élément francophone québécois et partiellement à tout le groupe francophone du Canada, considéré comme minorité reconnue et d'envergure à l'intérieur du Canada. Même les éléments de cette définition, dont le P<sup>r</sup> Aron<sup>3</sup> dit qu'ils font partie d'une théorie des classes sociales plutôt que de leur définition et dont il affirme qu'ils ne se situent pas antérieurement à la recherche mais à son point d'arrivée, font partie des totalités réelles que sont le nous québécois et le nous canadiens-français. Ces deux éléments, « résistance à la société globale » et « incompatibilité radicale entre les classes aux structurations poussées », caractérisent la « classe » ethnique qu'est le Canada français à l'intérieur du Canada. Quand, après Marx, le P<sup>r</sup> Gurvitch affirme que la

<sup>1</sup> Voir notre article de la *Revue française de sociologie* (juillet-septembre 1962) pour les données statistiques.

<sup>2</sup> Georges GURVITCH, *Le concept de classes sociales de Marx à nos jours*, Paris, Les Cours de Sorbonne, 1954, 133.

<sup>3</sup> Raymond ARON, *La lutte des classes*, Paris, Gallimard, 1964, 67.

visée de toute classe c'est de vouloir représenter la société globale et de prétendre décider du sort et de la position des autres classes et qu'il dit que cette situation est due aussi à leur structuration poussée, qui implique l'irréductibilité des consciences collectives, l'impossibilité de réconcilier la table des valeurs, la divergence essentielle des visions du monde et l'apparition des idéologies, on croirait qu'il décrit la conscience ethnique des Québécois ; d'autre part, ces caractéristiques semblent s'appliquer beaucoup moins aux classes sociales du Québec. On peut noter, au Québec, la volonté de plus en plus prononcée de la part des francophones de s'emparer de l'État, de redéfinir le sort et la position des autres ethnies et de passer par exemple du bilinguisme à l'unilinguisme. Il semble que dans la lutte entre les grands groupes ethniques au Canada, on ne tolère le pluralisme que lorsqu'on est dans une position de faiblesse ou qu'on se sent menacé. Les Canadiens français réclamaient le pluralisme quand ils avaient un complexe de minoritaires ; les Canadiens anglais l'ont refusé aussi longtemps qu'ils se sont sentis dans une position de force. Aujourd'hui, les jeux sont renversés : les Québécois mettent de plus en plus en doute les bienfaits du pluralisme et les Canadiens anglais, menacés ou apeurés, se demandent s'ils ne devraient pas l'accepter.

Je voudrais maintenant préciser et nuancer l'hypothèse que Dofny et moi avançons sur les relations entre la conscience ethnique et la conscience de classe. Dans toutes les crises politiques, disions-nous, c'est ce nous ethnique qui a prévalu et qui a masqué le développement de la prise de conscience des classes sociales au Canada français. Que l'on songe à Riel, à la guerre des Boers, à la conscription de 1918, à la crise économique des années 1930 et au plébiscite de 1942, on verra qu'invariablement c'est la conscience de classe ethnique qui a prévalu. Même la crise économique des années 1930, qui a fait naître au Canada anglais un sentiment de révolte contre le capitalisme et une prise de conscience de certaines fractions de la classe ouvrière, n'a pas réussi ici à briser la conscience nationale. Si la structure sociale du Canada français s'est différenciée à peu près autant que celle du Canada anglais, son système de valeurs, sa culture sont longtemps restés beaucoup plus homogènes. C'est ce fait qui a retardé la prise de conscience des classes sociales et plus spécialement celle de la classe ouvrière. S'il semble que cette thèse reste juste dans son ensemble, il est quelques faits et hypothèses qu'on peut avancer pour la nuancer davantage. Pour amorcer cette réflexion sur les relations entre les deux consciences, partons d'un fait qui s'est produit peu de temps après que le texte que je viens de citer fut écrit et qui indique un autre sens dans l'évolution de ces consciences. Un parti politique, le Crédit social, qui puise ses cadres et sa clientèle surtout dans des régions dites sous-développées du Québec, a fait élire vingt-six députés au gouvernement d'Ottawa. Pour certains d'entre nous, les importants gains de ce tiers parti signifient que, pour la première

fois, une certaine conscience de classe et une certaine conscience ethnique apparaissent en même temps dans une importante partie de la population. Alors que les partis traditionnels du Québec, libéraux et conservateurs, tirent leurs cadres et leurs fonds chez la bourgeoisie d'affaires et des professions libérales et qu'ils se présentent comme des partis qui représentent toutes les classes de la société, le Crédit social se présentait comme le parti des économiquement faibles et des gagne-petit en tablant sur la pauvreté et la misère des électeurs. Certains rapports de presse ont indiqué que, le soir des élections, les vainqueurs ont tourné leur agressivité contre des représentants de la classe moyenne, contre les petits riches locaux. Ce parti a réussi à arracher vingt-six des soixante-quinze comtés aux vieux partis, malgré que les deux grandes centrales syndicales, la F. T. Q. et la C. S. N., lui eussent fait une lutte acharnée. C'est en territoire C. S. N. — centrale autochtone canadienne-française — que les gains du Crédit social furent les plus nombreux. Il faut rappeler, en outre, que tous les comtés où ce parti a remporté la victoire sont situés en province ; aucun succès dans la région métropolitaine de Montréal. Certains observateurs ont rapporté que les thèmes des discours électoraux portaient exclusivement sur des questions économiques et sociales et n'abordaient en aucune façon les réclamations nationales. En 1962, le Crédit social est allé au peuple et a gagné vingt-six comtés en se donnant comme le parti le plus fédéraliste. Nous avons été quelques-uns à prétendre que le « nous » canadien-français ou québécois était masqué par le « nous » pauvre, sous-développé, mais que, pour n'être pas verbalisé, le nous canadien-français n'en existait pas moins, comme une sorte d'en deça, comme une sorte de postulat implicite. La conscience d'un « nous » se développant par rapport à un « autre », celle du nous canadien-français des partisans du Crédit social, n'avait pas encore affleuré à leur conscience parce que, dans la plupart de ces comtés de province, l'affrontement avec l'Autre n'avait pour ainsi dire jamais eu lieu. Il semble que cette vue des choses soit valable parce que depuis cette élection de 1962, le Crédit social est devenu le parti le plus nationaliste du Québec (à l'exception du Rassemblement pour l'indépendance nationale qui est carrément indépendantiste).

Partant du phénomène Crédit social, je voudrais prolonger un peu la réflexion sur les relations entre la conscience ethnique et la conscience de classe en me demandant dans quelle mesure les phénomènes qu'on observe au Québec peuvent se rattacher à un schème d'explication plus général et dans quelle mesure ils sont singularisés. Dans le changement récent de conscience que le Québec prend de lui-même — le passage de sa définition comme culture à celle de sa définition comme société industrielle et comme État — on pourrait voir un phénomène très particularisé. Il n'est pas sûr toutefois que, si on y regarde de plus près, on n'y verra pas un phénomène plus général. Pourquoi, en somme, les Québécois se sont-ils si long-

temps considérés comme une culture et pourquoi la re-définition qu'ils sont en train de se donner d'eux-mêmes prend-elle un caractère que d'aucuns qualifient de révolutionnaire ? Comme l'établit Sjoberg,<sup>1</sup> les paysans des sociétés pré-industrielles s'inquiètent peu de l'économie et de la politique générales de la société dans laquelle ils vivent pourvu qu'ils puissent vivre leur culture, c'est-à-dire pratiquer leur religion, parler leur langue et conserver leurs traditions locales. Au Québec, l'idéologie clérico-petite-bourgeoise qui en vient à dominer dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle se donne pour mission, comme toute idéologie le fait, de définir le groupe francophone et de diriger son action ; il s'agit à ce moment-là de définir une société qui, à partir surtout de 1867, devient minoritaire et qui est encore largement paysanne — on a avancé un taux de ruralité de 88% pour 1825. L'idéologie dominante définit cette société paysanne comme un type idéal (au sens wébérien et normatif) et veut bloquer là l'évolution de cette société. Comme toutes les sociétés paysannes, c'est une demi-société puisqu'elle est incorporée à une société plus vaste et à une économie de marché. L'idéologie dominante a défini ce groupe de francophones vivant surtout dans des communautés paysannes comme une culture et a axé les buts de cette société sur la conservation de la religion, de la langue et des traditions ; elle suivait en cela les sociétés paysannes dont Sjoberg a généralisé le comportement en montrant qu'elles aussi privilégient la culture. Avec l'industrialisation et l'urbanisation du Québec s'est créé un fossé de plus en plus grand entre la théorie et la pratique. Ce n'est que récemment qu'une redéfinition de la situation a pénétré des couches de plus en plus nombreuses de la population et que les idéologies de contestation ont commencé de prendre le pas sur les anciennes. Cette re-définition cause d'autant plus de remous qu'elle a été tardive. Ce n'est que très récemment que le Québec a commencé de se définir comme société industrielle alors que le processus était amorcé depuis longtemps.

En suivant la même ligne de pensée — la dé-particularisation de l'évolution du Québec — on peut se demander si, dans ce chassé-croisé de la conscience ethnique et de la conscience de classe, l'explication que Dofny et moi en avons donnée n'est pas trop particulariste. En simplifiant cette hypothèse, on pourrait penser que pendant tout le XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à récemment, c'est la conscience de « classe » ethnique qui a triomphé et qu'elle a inhibé la conscience de classe sociale qui n'apparaîtrait que de nos jours, c'est-à-dire cent ans plus tard. Or, il m'apparaît maintenant qu'on peut voir les choses un peu différemment.

Il semble qu'en Europe, les deux consciences, les deux types de totalités concrètes, celle de la nation et celles des classes sociales, sont apparues en même temps et se sont développées en fonction l'une de l'autre. Pourquoi

<sup>1</sup> Gideon SJOBERG, *The Preindustrial City*, The Free Press, 1960.

ce décalage au Québec ? Et s'agit-il bien d'un décalage ? En Europe, en France et en Allemagne surtout, le mot nation a d'abord été employé pour désigner les classes supérieures, en opposition avec le peuple. Montague dans son livre *Class and Nationality* cite l'historien allemand Archenhotz qui écrit : « Par nation j'entends seulement les classes supérieures d'un peuple » ;<sup>1</sup> il cite encore le Français Fievée qui écrivait, au tout début du XIX<sup>e</sup> siècle, que le peuple français n'est pas l'équivalent de la nation française et reprochait à Rousseau d'avoir confondu nation et peuple. Pendant longtemps, la nation et la conscience nationale ont été incarnées par certaines classes de la société. « Jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle il semble que la masse des individus, dit Novicow, étaient largement indifférents à ce que nous appelons le principe des nationalités. Tout se passait comme s'ils ne participaient pas à la conscience nationale. » Et pour l'historien anglais E. H. Carr, c'est l'industrialisation de plus en plus poussée pendant les dernières décennies au XIX<sup>e</sup> siècle qui a amené une plus grande participation à la nation des classes sociales qui s'en trouvaient exclues auparavant, ce qui expliquerait ce qu'il appelle l'alliance du nationalisme et du socialisme au XX<sup>e</sup> siècle. Je schématise le modèle européen pour essayer de l'appliquer à ce qui se passe dans le Québec : à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et pendant le XIX<sup>e</sup> siècle, la conscience nationale se développe chez les classes supérieures et la conscience de classe chez les ouvriers ; à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au XX<sup>e</sup> siècle, pénétration de la conscience nationale dans de nouvelles couches de la population et diminution de la conscience de classe. Or, il semble qu'au Québec l'évolution des consciences ethnique et de classe suive aussi largement ce modèle, mais avec un décalage chronologique. Il est certain qu'au Québec c'est au XIX<sup>e</sup> siècle qu'il faut d'abord nous reporter pour comprendre l'évolution de ces consciences. Et c'est aux idéologies et à l'historiographie qu'il faut renvoyer. « Plus encore peut-être que pour les idéologies dominantes, écrit Dumont, elle (l'historiographie) constitue le pôle d'adhésion ou de contestation de toute tentative pour étudier systématiquement notre société globale. »<sup>2</sup> Que trouve-t-on dans les idéologies et l'historiographie ? « Il est incontestable que l'image traditionnelle et privilégiée ait été la nation, » affirment Dumont et Rocher.<sup>3</sup> Si, donc, on dit que la conscience ethnique a toujours prévalu et qu'elle a masqué la conscience des classes sociales, doit-on en conclure que les Canadiens français ont été nationalistes depuis au moins cent ans et que ce à quoi nous assistons aujourd'hui n'est que la continuation de ce qui dure depuis ce temps ? Pas tout à fait. Il semble bien qu'ici comme en Europe l'idée

<sup>1</sup> Joel B. MONTAGUE, *Class and Nationality*, Washington, 1963, 49.

<sup>2</sup> Fernand DUMONT, « L'étude systématique de la société canadienne-française », *Recherches sociographiques*, III, 1-2, janvier-septembre 1962.

<sup>3</sup> Fernand DUMONT et Guy ROCHER, « Introduction à une sociologie du Canada français », dans : *Le Canada français, aujourd'hui et demain* (Recherches et débats, cahier n° 34), Paris, Fayard, 1961, 14.



de nation et la conscience nationale ont été pendant longtemps l'apanage de certaines couches bien déterminées de la population. Je n'ai pas retrouvé de textes canadiens qui énonçaient aussi clairement que les textes français et allemands que j'ai cités que, la nation, c'était seulement certaines classes de la société ; à toutes fins pratiques, cependant, les définisseurs de situation ont défini et vécu ce nationalisme comme quelque chose qui leur appartenait en propre, qu'ils élaboraient et dont ils profitaient largement. Les habitants, les paysans qui formaient le gros de la population au XIX<sup>e</sup> siècle ne semblent pas y avoir participé d'une façon appréciable et durable. Parlant de ce nationalisme traditionnel, Dumont et Rocher écrivent : « On a l'impression de se trouver devant un nationalisme de collègue ; il est presque nécessaire d'avoir fait ses études secondaires pour y être sensible. »<sup>1</sup> Pour un grand nombre d'*habitants* (ce mot, qui remonte au régime français, désigne ceux qui habitaient la terre par opposition avec ceux qui n'étaient que des passants, des emplacements), le nationalisme était un mouvement politique et s'ils trouvaient souvent que les nationalistes Lavergne et Bourassa parlaient haut et bien, ils n'en épousaient pas pour autant leurs idées. Leur attachement au pays, leur « nationalisme » se situait à un autre plan : c'était l'enracinement dans leurs communautés homogènes et traditionnelles. Si, quelquefois, les idées nationalistes semblaient trouver écho chez les habitants, c'était une espèce de coïncidence ; là où le nationalisme idéologique (des clercs et de la petite bourgeoisie) était abstrait, négatif, la conduite des habitants était concrète, positive, enracinée dans leurs communautés rurales. Aujourd'hui, on observerait, au niveau de la conscience du gros de la population, que le sentiment communautaire, hier encore fragmenté, embrasse toute la réalité québécoise. Il est bien sûr aussi qu'au niveau du gouvernement on observe le même phénomène : le régime actuel correspond beaucoup plus à un gouvernement national classique que le provincialisme du régime précédent. Auparavant, la masse n'était pas surtout consciente d'être canadienne-française et du Québec, mais de tel village, de telle paroisse. Au niveau des villes ce fut longtemps la même chose. Nous avons fait récemment un sondage chez des vieillards qui avaient 75 ans et plus et qui vivaient à Montréal au début du siècle. L'analyse démontre qu'en ville comme à la campagne, d'où eux ou leur famille arrivaient de fraîche date, ils continuaient à vivre des vies fortement encadrées par leur famille et leur réseau de parenté en s'appuyant sur des valeurs traditionnelles ; à toutes fins pratiques, c'étaient des habitants qui vivaient en ville. D'ailleurs, ici comme en Europe, il a fallu attendre que l'unanimité religieuse fût rompue pour qu'apparussent les consciences nationales et les consciences de classe. Ici « feu l'unanimité » n'a été constatée que très récemment.

---

<sup>1</sup> *Ibid.*, 17.

Si l'on tient compte du fait qu'ici la nation c'était un groupe ethnique encadré dans la société canadienne qui s'était approprié l'économie et l'État et qui tentait aussi de s'approprier la nation (ne parle-t-on pas de la nation canadienne), on comprendra le décalage chronologique qui s'est produit par rapport à l'Europe. Comme le passage du provincial au national se produit à une époque où l'État, chien de garde de la bourgeoisie, a fait place à l'État-Providence, comme nous faisons partie d'un continent où les classes moyennes sont valorisées, il n'est pas surprenant de noter que l'aspiration à l'État national est surtout liée à cette classe moyenne ; le socialisme naissant est lui aussi lié à cette même classe. Avec mon collègue Robert Sévigny, j'ai fait pendant l'été une enquête sur les jeunes du Québec dont l'âge varie entre 18 et 21 ans. Après avoir interviewé une centaine de ces jeunes, je constate que la conscience ethnique ou nationale est beaucoup plus vive que la conscience de classe, que la conscience ethnique est plus développée à Montréal qu'en province, qu'elle est beaucoup plus un phénomène de classe moyenne que de classe ouvrière ou paysanne ; que là où la conscience de classe existe — exprimée le plus souvent par le truchement du socialisme — elle est médiatisée par la conscience nationale ; c'est beaucoup plus pour la libération économique du Québec que ces jeunes se déclarent socialistes ou socialisants que pour la libération de leur classe ; je ne crois pas avoir rencontré personne qui fût socialiste sans qu'il fût nationaliste.

Malgré ces remarques, la thèse originale qui veut que la conscience ethnique et nationale conditionne la conscience de classe reste juste. Il n'est d'ailleurs pas sûr qu'aujourd'hui cette interaction ne prenne pas une autre forme. Certains phénomènes, comme la désaffiliation d'un grand nombre de syndicats ouvriers de la centrale F.T.Q. et leur passage à la C.S.N., la marche sur Québec des habitants, le raidissement de la bourgeoisie québécoise devant les réclamations des syndiqués, la syndicalisation croissante des cadres, le syndicalisme étudiant, l'apparition de plusieurs organes de pensée et d'action socialistes ces dernières années, indiquent l'apparition d'une conscience de classe de plus en plus vive. S'il est vrai que dans le passé la conscience ethnique de certaines couches de la population a inhibé la conscience de classe, il semble qu'aujourd'hui la participation d'autres couches de la population à la conscience nationale développe une conscience de classe plus aiguë dans d'autres secteurs de la population. Dans la mesure où les couches supérieures de la classe moyenne et de la bourgeoisie essaient de s'approprier cet État tout neuf du Québec, les autres classes développent elles aussi une visée d'appropriation de l'État et de la nation. Comme la contestation sur le plan national, la contestation contre Ottawa, porte sur le contrôle de l'économie et sur le pouvoir politique, il n'est pas impossible que, se servant du même modèle, les classes salariées, ne se bornant plus aux réclamations de salaire et de sécurité sociale,

fassent la lutte contre les classes dirigeantes du Québec pour le contrôle de l'économie et le pouvoir politique. Comme nous sommes dans une période chaude de l'histoire du Québec, il n'est pas impossible que les contestations ethniques et sociales ne soient pas en train de s'imbriquer et de s'activer réciproquement.

Marcel RIOUX

*Département de sociologie,  
Université de Montréal.*